



**PRÉSENCE SALUTAIRE DE LA
MINUSCA À SAM-OUANDJA**

minusca en action

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | N°97 – AOÛT 2022



**LA CHEFFE DE LA MINUSCA
À L'ÉCOUTE DES ACTEURS
DE LA PAIX DANS
LA NANA-MAMBERE**

MINUSCA



MINUSCA



UN_CAR



UNMINUSCA



UNMINUSCA



UN_MINUSCA



MINUSCA.UNMISSIONS.ORG

TOUT SAVOIR SUR LA MINUSCA

minusca.unmissions.org

MINUSCA



Scannez et
découvrez



sommaire

- 04 **LA CHEFFE DE LA MINUSCA À L'ÉCOUTE DES ACTEURS DE LA PAIX DANS LA NANA-MAMBERE**
- 08 **PRÉSENCE SALUTAIRE DE LA MINUSCA À SAM-OUANDJA**
- 12 **PAOUA DES PROJETS À IMPACT RAPIDE POUR RENFORCER L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT ET L'AUTONOMISATION DE LA FEMME**
- 14 **LA MINUSCA SALUE LES ACTIONS DES CASQUES BLEUS**
- 16 **LE BATAILLON INDONÉSIEEN DE GÉNIE A L'HONNEUR**
- 18 **LA MINUSCA APPUI LE DÉSARMEMENT DES EX-COMBATTANTS ANTI-BALAKA**
- 20 **LE 8E CONTINGENT CAMEROUNAIS DE LA MINUSCA REÇOIT LA MÉDAILLE DE L'ONU**
- 24 **LES FORCES DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE DU MBOMOU ET DU HAUT-MBOMOU RENFORCENT LEURS CAPACITÉS EN POLICE JUDICIAIRE**

MINUSCA EN ACTION

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Charles Antoine Bambara

RÉDACTRICE EN CHEF
Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE
Biliaminou Alao,
Cynthia Nasangwe
Emmanuel Crispin
Dembassa Kette
Correspondants régionaux

PHOTOGRAPHIE
Herve Serefo,
Leonel Grothe

MISE EN PAGE
Francis
Yabendji-Yoga

MULTIMÉDIA & WEB
Igor Rugwiza,
Dany Balepe

COMMUNITY MANAGER
Grace Mirleine
Anselme Ngbaleo
Mbileine

PRODUCTION
Division de la
Communication
Stratégique et
de l'Information
Publique -
MINUSCA

MINUSCA EN ACTION
#97 - Août 2022





La Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, en interaction avec les autorités locales et les organisations de la société civile à la mairie de la ville de Bouar

LA CHEFFE DE LA MINUSCA À L'ÉCOUTE DES ACTEURS DE LA PAIX DANS LA NANA-MAMBERE

Au cours de sa visite dans la préfecture de la Nana Mambéré, du 22 au 23 août 2022, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'Onu et Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, a échangé avec les populations pour recueillir leurs préoccupations et des suggestions de solutions en vue d'un retour à une paix durable dans le pays.

Dramane Darave

Placée sous la thématique de la restauration de l'autorité de l'Etat, cette visite de la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en République centrafricaine (RCA) et Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, a été l'occasion pour elle d'interagir avec les autorités

locales et les organisations de la société civile sur leurs impressions quant à la qualité du partenariat avec la MINUSCA, les défis rencontrés et les solutions possibles.

A la préfecture de Bouar, Mme Rugwabiza a échangé avec les autorités locales et administratives, de même que les représentants des Forces de défense

et de sécurité de la ville. Dans ses propos introductifs, le préfet de la Nana Mambéré, Marcel Bagaza a souhaité que : « la Restauration de l'Autorité de l'Etat s'accompagne de dotation en moyens adéquats, notamment en bâtiments et moyens roulants pour permettre aux autorités et fonctionnaires de remplir leurs charges ».

Le sous-préfet de la ville de Bouar, Jean Norbert Niendé, a, quant à lui, témoigné « du retour réel de l'autorité de l'Etat dans la pPréfecture de la Nana Mambéré à travers la présence effective du préfet, des sous-préfets, des magistrats, des Forces armées de la RCA et des Forces de sécurité intérieure à leurs postes ». Toutefois, le maire de la commune de Doaka Kourssou, Jean-Jacques Zouldé, a sollicité « une diversification des appuis de la MINUSCA et leur extension à d'autres communes qui n'en ont jusque-là pas bénéficiés », regrettant que les actions de la Mission dans la préfecture « se limitent uniquement aux localités situées sur les grands axes ».

Au cours de son séjour à Bouar, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU a rendu visite à l'Africa Music School de Bouar, une école de musique qui travaille avec les enfants orphelins pour développer leurs talents. Le directeur de cette école, le père Benoit Paczka, a lancé un appel à la MINUSCA « d'assister l'école dans la formation des enfants en vue de leur éviter de prendre des armes ». Aux enfants, Mme Valentine Rugwabiza les a appelés à être « des ambassadeurs de la paix, afin de promouvoir un environnement paisible dans leur entourage et leurs communautés ».

L'autre temps fort de la visite de la Représentante spéciale du secrétaire général à Bouar a été la rencontre avec les organisations de la société civile. Au cours des échanges, Jules Bertin Bidama, président du Réseau des organisations



La Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, et le sous-préfet de la ville de Bouar, Jean Norbert Niendé en échange sur la présence effective du préfet, des sous-préfets, des magistrats, des Forces armées de la RCA et des forces de sécurité intérieure à leurs postes.



de défense des droits humains, a alerté sur « la détérioration de la situation des droits de l'homme et a loué les efforts de la MINUSCA pour la promotion des droits humains à travers de nombreuses sessions de formation et la construction d'une maison des droits de l'homme à Bouar ».

Toujours avec les organisations de la société civile, la Cheffe de la MINUSCA a souligné la problématique des engins explosifs qui, selon ses mots, sont « une méthode de combat utilisée dans les conflits, particulièrement dans la Nana Mambéré, dont les victimes sont essentiellement les femmes et les enfants ». Elle a lancé un appel aux acteurs de la société civile d'aider à identifier les endroits minés en vue de leur déminage, avec l'appui de la MINUSCA.

La Cheffe de la MINUSCA a enfin tenu un point de presse au cours duquel Aristide Gonissere, journaliste à la radio communautaire Maigaro de Bouar, a regretté que « des localités entières soient coupées des flux d'information car ne bénéficiant d'aucune couverture radiophonique et constituant un terreau fertile pour la désinformation ». A ce sujet, Mme Rugwabiza a reconnu que « la désinformation est devenue une arme de conflit alimentant l'instabilité dans le pays ». A ce titre, elle s'est engagée à œuvrer pour accroître la couverture radiophonique du territoire national.

Cette tournée a été l'opportunité pour la Cheffe de la MINUSCA de rappeler aux partenaires de la paix que « la MINUSCA a un rôle d'accompagnement » et a appelé les différents partenaires à créer « un front commun pour la paix en République centrafricaine ».



Le chef du Bureau de la MINUSCA à Bria, Bara DIENG, avec la population de Sam-Ouandja.

PRÉSENCE SALUTAIRE DE LA MINUSCA À SAM-OUANDJA

La population de Sam-Ouandja, chef-lieu de la sous-préfecture d'Ouandja-Kotto, peut désormais vivre en paix. Les Casques bleus du contingent rwandais de la MINUSCA sont arrivés dans la zone, le 16 août 2022, à la grande satisfaction de la population. Les groupes armés qui y faisaient la loi se sont retirés avant même l'arrivée des Casques bleus. Le préfet de la Haute-Kotto et le chef du Bureau de la MINUSCA à Bria ont proclamé Sam-Ouandja ville sans armes, le 19 août 2022. C'était à l'issue d'une mission qu'ils ont conduite sur place en prélude du déploiement des composantes civiles et policières de la MINUSCA, mais aussi des Forces de sécurité intérieure et des autorités administratives locales.

Christian Mapendano

« Je suis ivre de joie parce que, jusqu'au lundi nous vivions cachés, dans la peur avec tant de problèmes à cause de ces malfrats qui nous torturaient. Je ne sais pas comment remercier Dieu pour la présence de la MINUSCA chez-nous. Je dormais avec mes pairs de chaussures aux pieds parce que, la situation pouvait changer à tout moment. Mais je vous assure, j'ai dormi tout nu comme un bébé cette nuit ». C'est un témoignage

du chef du quartier Yangou-Diament2 de Sam-Ouandja, Pouninga Barthélémy.

Sam-Ouandja est, après la ville de Bria, la deuxième agglomération la plus peuplée de la Haute-Kotto avec plus ou moins 22 mille habitants. Depuis le début de la crise politico-militaire en République centrafricaine, Sam-Ouandja est sous le contrôle des groupes armés et sert de plaque tournante du trafic d'armes pour les milices, étant donnée sa situation

géographique aux frontières poreuses non loin du Soudan et du Sud-Soudan. Ces dernières semaines les groupes armés ont accentué leur menace contre la population civile dans la région.

Dans sa nouvelle approche proactive et préventive, la MINUSCA a immédiatement déployé ses Casques bleus pour parer à toute éventualité et dissuader les rebelles. Le contrôle du chef-lieu de la sous-préfecture d'Ouandja-Kotto par les Casques bleus rassure la population longtemps clochardisée comme l'explique Blaise Timbe, habitant de Sam-Ouandja :

« Au moment où la MINUSCA a fait son entrée dans la ville, les groupes armés se sont enfuis. Même le grand chef lui-même, le nommé Mashay, qui nous malmenait a pris la tangente vers la Vakaga. Quant à nous populations, nous sommes très heureux de la présence de la MINUSCA. Depuis l'arrivée des militaires de la MINUSCA, il y a un grand changement. Vous ne vous imaginez pas comment on vivait ici avec des menaces ; pas de liberté d'expression. Les commerçants étaient pillés constamment sans se plaindre. Comme la MINUSCA est là, le reste de la population va retourner ».

Le Directeur du Collège de Sam-Ouandja, Ngoumende Max, lui a plaidé pour une présence permanente de la mission dans la zone.

« Je suis l'unique enseignant titulaire et l'unique fonctionnaire de l'Etat dans cette zone mais, j'étais sur le point de partir de Sam-Ouanda. Le maire était déjà informé de mon départ d'ici à début septembre. Dieu merci, la MINUSCA est arrivée et j'espère vous allez rester. La MINUSCA doit être permanente à Sam-Ouandja pour soulager la population qui est totalement meurtrie », a-t-il dit

Le chef du Bureau de la MINUSCA à Bria, Bara DIENG, a appelé à l'engagement



Vue aérienne de la ville de Sam-Ouandja



Photo de famille des membres de la mission avec le chef de Bureau de la MINUSCA à Bria, Bara DIENG

de la population pour faciliter la tâche aux Casques bleus en leur partageant des informations crédibles. « Ce n'était pas facile, ils (les militaires) ont fait plus d'un mois sur la route pour arriver ici, avec toutes les difficultés pour venir vous protéger. Donc, il faut les appuyer, leur donner l'hospitalité qu'il faut. Ils n'ont qu'une seule mission : vous protéger ».

Bara DIENG a également invité la population à se désengager d'avec les faiseurs de guerres : « Je vais demander à tous ceux qui ont encore des armes, nous avons le programme DDR qui est un programme du gouvernement et qui va vous donner un avenir meilleur ; Ne ratez pas cette occasion. Ceux qui veulent continuer à faire la guerre n'ont plus leur place ici, il faut qu'ils quittent la ville. Sam-Ouandja est devenue une ville sans armes ».

Notons qu'en juin 2022, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RCA et Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, a lancé, avec les autorités centrafricaines, un plan stratégique, à partir du bureau de la MINUSCA à Bria, pour la protection des civils avec un accent sur le triangle Ouadda-Sam-Ouandja- Ouanda-Djallé.

Bientôt, des équipes des composantes civiles et policières de la MINUSCA, mais aussi des autorités locales et administratives dont le sous-préfet seront déployés à Sam-Ouandja pour matérialiser le retour de l'autorité de l'Etat dans la région.

PAOUA

DES PROJETS À IMPACT RAPIDE POUR RENFORCER L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT ET L'AUTONOMISATION DE LA FEMME



Vue du Building administratif de Paoua réhabilité dans le cadre de la restauration de l'autorité de l'État.

Atelier de couture financé par la MINUSCA dans le cadre de la relance socioéconomique des femmes affectées par les conflits dans la préfecture de Paoua

Dans le cadre de la restauration de l'Autorité de l'État et de l'appui à l'autonomisation de la femme à travers les activités génératrices de revenus, la MINUSCA a financé à Paoua, chef-lieu de la préfecture de Lim-Péndé, cinq projets à impact rapide (Qips) pour l'année 2022.

Grace Ngbaleo

Parmi ces projets, quatre viennent en soutien à la restauration de l'Autorité de l'État, dans le cadre des élections locales à venir. Il s'agit d'abord de la mairie de Paoua, réhabilitée et équipée en tables et sièges, matériels de bureau. Cette mairie était dans un état de délabrement avancé et ne permettait pas au personnel de travailler dans des conditions requises a souligné Bernadette MOYE première vice-présidente de la délégation spéciale de la ville de Paoua.

Pour Sidonie Armelle AMOAKON,

Coordonnatrice des Affaires civiles au bureau terrain de la MINUSCA à Paoua, « il était préférable d'avoir une mairie à la stature de cette préfecture ; c'est pour cela que nous avons procédé à la réhabilitation ».

La MINUSCA a également réhabilité la mairie de Nana Barya, financé la construction de celle de Pougol situées respectivement à 30 et 35km de Paoua ainsi que la réhabilitation du Building administratif de Paoua.

Le 5e projet, quant à lui, porte sur la « relance des activités socioéconomiques des femmes affectées par les conflits dans la préfecture de Paoua », et vise à améliorer les conditions de vie de ces femmes vulnérables surtout celles affectées par les conflits. 30 femmes et jeunes filles reparties par secteur dans le domaine de la fabrication du savon, de la couture et de la transformation du beurre de Karité ont bénéficié de ce projet pour un coût de près de 21 millions de FCFA.

Clotilde WAMAN, Coordonnatrice de l'ONG nationale Arbre de vie pour une Nation, partenaire de mise en œuvre explique le bienfondé de ce projet : « une fois qu'une femme est abandonnée dans son foyer, elle se retrouve seule avec ses enfants ; du coup moi je dis qu'il y a un cas de vulnérabilité qui est là par ce

qu'elle fait de son mieux pour s'occuper de ses enfants. Parce que ce sont des femmes qui sont démunies, et on veut aider ces femmes à être autonomes, en faisant des activités génératrices de revenus ».

Rosélite, une des bénéficiaires, apprenante au centre de couture de la plateforme ELESONGO affirme arriver à subvenir à ses besoins et ceux de sa famille grâce à cette activité. « Je fais le tricotage et je couds aussi les habits pour adultes. J'ai démarré l'apprentissage depuis deux mois. J'ai commencé à vendre ces habits, ce qui m'a permis de mieux vivre et d'assurer la scolarité de mes enfants, la rentrée prochaine ».

La construction et réhabilitation de tous ces édifices ont coûté plus de 92 millions de Fcfa.



LA MINUSCA SALUE LES ACTIONS DES CASQUES BLEUS

Le mois d'août a été marqué par la distinction des différents contingents qui servent sous la bannière des Nations Unies. Du 8^e bataillon de génie indonésien en passant par le 6^e contingent de la Force spéciale du Bangladesh sans oublier le 8^e contingent camerounais, tous ont reçu la médaille des Nations Unies récompensant leur bravoure au service de la paix en RCA.

LE BATAILLON INDONÉSIEN DE GÉNIE A L'HONNEUR

215 Casques bleus de la compagnie de génie de l'Indonésie, déployés en RCA, ont reçu la médaille de l'ONU, le 17 août 2022, au cours d'une cérémonie marquant également le 77e anniversaire de l'indépendance de l'Indonésie.

Emmanuel Crispin Dembassakette

Les 215 hommes et femmes servant sous la bannière des Nations Unies ont reçu leurs médailles lors d'une cérémonie riche en couleurs, marquée par des parades militaires et des danses folkloriques originaires d'Indonésie.

Ce huitième bataillon de génie est arrivé en République centrafricaine en novembre 2021 et a pour principale tâche la construction et la réhabilitation des routes et des ponts dans les zones difficiles d'accès pour optimiser le déploiement de la Force afin de lui permettre de réaliser sa mission de protection des civils.

Principalement basé à Bangui, Berberati et Damara, ce bataillon effectue des missions régulières dans d'autres régions du pays, en appui aux autres contingents et au profit des populations.

Avec l'apparition de la nouvelle menace que constituent les mines, ce bataillon, qui compte en son sein une équipe d'experts en explosifs, a mené plusieurs missions de déminages de routes dans différentes localités de la République centrafricaine. Récemment, les Casques bleus indonésiens ont neutralisé des roquettes non-explosées à Boali et détruit, au Camp Kassai à Bangui, des munitions obsolètes et autres engins explosifs collectés lors d'opérations de désarmement.

Une contribution que n'a pas manqué de souligner la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU, Lizbeth



Cullity, qui présidait la cérémonie de remise des médailles. « C'est une équipe avec différentes compétences très importantes pour la Mission. Une des choses qu'ils font, c'est la destruction des engins explosifs. Ils nous aident à protéger les troupes et à protéger les populations avec ces

compétences », a-t-elle affirmé.

La cheffe adjointe de la MINUSCA a également reconnu leur niveau de discipline « vraiment exceptionnel » et elle a félicité la qualité de leur travail « guidé par l'excellence ».

LES CASQUES BLEUS DE LA FORCE SPÉCIALE DU BANGLADESH DÉCORÉS

Le 22 août 2022, c'est au tour de 187 Casques bleus de la Force spéciale du Bangladesh (BANSF) d'être décorés de la médaille des Nations Unies, pour leur professionnalisme, détermination et courage au service de la paix en RCA.

Cynthia Nasangwe

La cheffe adjointe de la MINUSCA, Lizbeth Cullity, a tenu à féliciter ces éléments qui sont arrivés dans le pays, le 25 août 2021, pour leur dévouement malgré un environnement de travail complexe auquel ils ont été quotidiennement confrontés.

« A de nombreuses reprises, comme à Alindao et Bokolobo, vos actions ont contribué à créer un environnement propice au renforcement de la protection des civils, priorité essentielle du mandat de la MINUSCA », a indiqué Lizbeth Cullity.

« Nous pouvons assurer que tous les membres de la BANSF étaient très motivés pour mener à bien toutes les tâches assignées avec une grande sincérité et un grand dévouement », a témoigné le commandant de la Force spéciale du Bangladesh, le Lt-Col Mohammed Manirul Hossian, en rendant hommage au travail acharné des 187 éléments décorés.

La Force spéciale du Bangladesh a, entre autres, participé aux côtés des Casques bleus de l'Unité d'aviation tunisienne et ceux de la Force d'intervention rapide portugaise, à une opération de domination de zone dans le nord-ouest de la RCA, baptisée « Zia siriri ni Akomandé », qui signifie « laissez régner la paix ». Cette opération, initiée par la MINUSCA en mars 2022, avait pour objectif de marquer une présence robuste de la Mission, de faire baisser l'influence des groupes armés et de les combattre si nécessaire, réduire l'impact des engins explosifs, afin de renforcer la protection des civils et créer les conditions propices à l'acheminement de l'aide humanitaire.

LE 8^E CONTINGENT CAMEROUNAIS DE LA MINUSCA REÇOIT LA MÉDAILLE DE L'ONU



Le Chef de la Force de MINUSCA, le Général Daniel Sidiki Traoré, décorant les Casques bleus du contingent camerounais.

Le 26 août 2022, à Bossangoa, dans la préfecture de l'Ouham, les Casques bleus du 8^e contingent camerounais de la MINUSCA ont reçu la médaille de l'ONU lors d'une cérémonie organisée en présence du Commandant de la Force de la MINUSCA, le général Daniel Sidiki Traoré. Ont également pris part à cette cérémonie, les autorités locales, qui ont salué le professionnalisme et le dévouement de ces soldats de la paix au service de la population centrafricaine.

Poly Muzalia

Ces Casques bleus appartiennent au 8^e contingent camerounais de la MINUSCA qui va être relevé dans les prochaines semaines après avoir servi une année en République centrafricaine. Ces soldats de la paix ont reçu la médaille de l'ONU lors d'une cérémonie solennelle. Une décoration décernée en signe de reconnaissance de leur dévouement et leur professionnalisme, a reconnu le général Daniel Sidiki Traoré, commandant de la Force de la MINUSCA : « votre bataillon a fait preuve d'un très haut niveau de professionnalisme dans l'exécution de diverses opérations dans une vaste zone de responsabilité

composée de terrains difficiles d'accès. », a affirmé le général Daniel Sidiki Traoré.

Jean-Paul Biramvu, chef de bureau par intérim de la MINUSCA à Bossangoa, a lui aussi reconnu la qualité du travail abattu par ce bataillon. Il a salué leur implication et leur collaboration avec les composantes civiles de la Mission, pour la restauration de la paix et la cohésion sociale dans l'Ouham : « depuis que le contingent camerounais est à Bossangoa et dans l'Ouham, nous avons constaté que les activités relatives à la restauration de l'autorité de l'Etat,

les travaux de soutien aux infrastructures communautaires ont été très bien réalisés », a reconnu ce responsable local.

Composé de 750 éléments, le contingent camerounais de la MINUSCA est déployé dans l'Ouham, l'Ouham Pende, l'Impende et une partie de l'Ombela-Mpoko. Les soldats de la paix camerounais sont présents en République centrafricaine depuis 2014.



Le gouvernement centrafricain avec l'appui technique et logistique de la MINUSCA a lancé une opération de désarmement des ex-combattants Anti-balaka dans la préfecture de Mbomou le 12 août 2022. Cette opération vise à désarmer volontairement 492 ex-combattants du groupe Anti-balaka dont 254 à Bangassou centre et 100 autres dans la sous-préfecture de Rafai.

Par Amuri Aleka / Maelaine Malebingui

Réception officielle et symbolique d'une arme par Albert Cyrile MALEYAO, sous-préfet de Bangassou, de la main du chef commandant de zone des anti-balaka.

LA MINUSCA APPUI LE DÉSARMEMENT DES EX- COMBATTANTS ANTI-BALAKA

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le sous-préfet de Bangassou, représentant le préfet en mission, en présence des responsables de la MINUSCA à Bangassou, des Forces armées centrafricaines et des Forces de sécurité intérieure.

Après la réception officielle et

symbolique des armes par Monsieur Albert Cyrile MALEYAO, sous-préfet de Bangassou, des mains du chef commandant de zone des anti-balaka et ses pairs, le sous-préfet a salué l'engagement du groupe Anti-balaka à déposer volontairement les armes et à rejoindre le processus de paix. « Je



Opération de désarmement des ex-combattants Anti-balaka dans la préfecture de Mbomou.



Sensibilisation des ex-combattants du groupe Anti-balaka dans la sous-préfecture de Rafai.

me réjouit de cet engagement citoyen, qui montre votre détermination à contribuer au retour d'une paix durable en Centrafrique et plus précisément dans la préfecture de Mbomou et ses environs. Seule la paix peut conduire notre beau pays au développement durable. J'encourage donc ceux qui détiennent les armes à faire autant », a-t-il dit. En outre, il a réitéré l'engagement du gouvernement centrafricain, en collaboration avec les partenaires, à soutenir la réinsertion des combattants qui ont décidé de choisir une voie pour atteindre leurs objectifs autre que l'utilisation des armes.

Pour le commandant Guy Sylvère

NGONI, chef de mission du Programme National de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement (PNDDRR) dans la préfecture de Mbomou, et Directeur du centre de compilation des opérations de l'unité d'exécution, « cette mission a pour mobile de désarmer et de démobiliser les ex-combattants, dans la préfecture de Mbomou. Elle va permettre également à ces ex-combattants de faire un choix parmi les trois options clés du DDR à savoir l'intégration dans les Forces de défense et de sécurité (FACA, police, Gendarmerie, agents des eaux et forêts), l'intégration dans les Unités Spéciales Mixites de Sécurité (USMS) de la Zone du Sud-Est qui n'est pas encore

mise en place ou la réintégration dans la vie socio-économique », a-t-il expliqué.

DAVOUROU Joachin, l'un des responsables des ex-combattants, se réjouit de ce désarmement volontaire et encourage d'autres détenteurs illégaux d'armes à faire la même chose. « Je me réjouis de ce qui est arrivé aujourd'hui, car le gouvernement a fait appel à tous les combattants pour déposer les armes pour le retour d'une paix durable. Nous avons perdu nos biens à cause de la guerre. A mes frères et sœurs ex-combattants, l'arme n'est pas bonne, l'arme détruit le pays. Je vous exhorte à déposer les armes, les munitions et bien d'autres effets militaires. Je demande

au gouvernement de mettre à notre disposition des moyens nécessaires afin de nous permettre de faire du commerce et d'oublier l'esprit de guerre », a-t-il dit.

Ces opérations de démobilisation et de désarmement vont se poursuivre dans les sous-préfectures de Rafai, Gambo et Ouango. Il faut préciser qu'au cours de la première journée des opérations de démobilisation et de désarmement dans la ville de Bangassou, 41 combattants (dont quatre femmes) ont été ciblés et 40 armes ont été récupérées. Chaque bénéficiaire a également reçu une allocation de 67 500 Francs CFA et un kit composé d'ustensiles de cuisine.

LES FORCES DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE DU MBOMOU ET DU HAUT-MBOMOU RENFORCENT LEURS CAPACITÉS EN POLICE JUDICIAIRE



Ils étaient une trentaine d'officiers et d'agents de la police judiciaire et de la gendarmerie nationale, déployés dans les préfectures du Mbomou et du Haut-Mbomou, à prendre part à une session de renforcement des capacités en police judiciaire. Cette session d'une dizaine de jours qui a débuté le 18 août 2022, a été facilitée par la MINUSCA et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à Bangassou dans la préfecture du Mbomou.

Par Amuri Aleka

Permettre aux acteurs de la procédure pénale, que sont les officiers de police judiciaire (OPJ) et les agents de police judiciaire (APJ), de s'approprier tous les documents juridiques en la matière, c'est l'objectif de ladite session de formation organisée à leur intention du 18 au 29 août 2022. La rencontre s'inscrit dans le cadre de la restauration de l'Etat de droit, de la réforme du Secteur, de la justice et de la sécurité, dans les deux préfectures citées pour favoriser l'accès de la population à la justice.

Comme le souligne le commissaire divisionnaire de la Police Marius Maïdomsé, « l'accès à la justice pour une majeure partie de la population en RCA en général et dans la région Mbomou, Haut-Mbomou et Haute-Kotto en particulier reste un obstacle difficile à franchir. Nous sommes optimistes que cette formation servira de levier pour redorer l'image des OPJ et APJ mais aussi pour rassurer à la population, qui espère voir une justice qui élève la Nation ».

La formation s'inscrit également dans le cadre de l'appui des Nations Unies à la police et à la gendarmerie centrafricaine, au système judiciaire et aux organisations de défense de droits de l'homme.

Un appui qui sera poursuivi selon François BARASHINGWA, Chef du Bureau par intérim de la MINUSCA à Bangassou.

« Du côté des Nations Unies, nous continuerons à jouer un rôle de premier plan dans l'accompagnement des autorités préfectorales pour le renforcement des capacités des Forces de sécurité intérieure via une assistance technique et une formation en police judiciaire », a-t-il souligné.

La préfète du Mbomou, Mme Pierrette Benguere, s'est quant à elle réjouie de ce renforcement de capacités qui contribuera, selon elle, à la paix et à la sécurité.

« Nous disons merci à tous les partenaires de la République centrafricaine qui ne cessent de soutenir les institutions sécuritaires et judiciaires. Grâce à la restauration de l'autorité de l'Etat, nous



avons dans la préfecture du Mbomou des Forces de sécurité intérieure et cette formation vient satisfaire et répondre aux aspirations profondes de paix, de sécurité et de bonne gouvernance exprimées par la populations », a-t-elle déclaré.

En 2020, la MINUSCA et le PNUD ont lancé un programme conjoint de l'Etat de droit qui leur permet de mettre en commun leurs efforts et ressources, et de coordonner leur assistance dans le domaine de la justice en RCA.

Vue des participants à la session de renforcement des capacités en police judiciaire.



Photo de famille à l'issue de ladite formation.



MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL PUBLIÉ À L'OCCASION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'AIDE HUMANITAIRE

Comme dit le proverbe, « Il faut tout un village pour élever un enfant ». Il faut aussi tout un village pour aider les personnes en proie à une crise humanitaire.

Ce village comprend les personnes touchées, toujours les premières à intervenir lorsqu'une catastrophe frappe – dans un esprit d'entraide entre voisins. Il comprend la communauté mondiale qui se mobilise pour aider ces personnes à se relever et à reconstruire. Il comprend aussi des centaines de milliers de travailleurs et travailleuses humanitaires – œuvrant à titre bénévole ou professionnel. Ce village dispense des soins de santé et des services éducatifs et apporte eau et nourriture, abri et protection, aide et espoir. Très loin des projecteurs, les humanitaires travaillent sans relâche pour faire de notre planète un monde meilleur. Envers et contre tout, souvent au péril de leur vie, les humanitaires apaisent les souffrances dans les conditions les plus dangereuses qui soient. Jamais le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire n'a été aussi élevé qu'aujourd'hui ; les conflits, les changements climatiques, la COVID-19, la pauvreté, la faim et des déplacements d'une ampleur inégalée en sont la cause. En cette Journée mondiale de l'aide humanitaire, nous rendons hommage aux travailleurs et travailleuses humanitaires œuvrant partout dans le monde. Nous louons leur dévouement et leur courage et saluons la mémoire de celles et ceux qui ont perdu la vie au service de cette noble cause. Ces femmes et ces hommes représentent ce que l'humanité a de meilleur.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Un centre de formation pour le soutien socio-économique de la préfecture de Bamingui-Bangoran

Afin de réduire le taux chômage des jeunes et favoriser la création d'emplois dans la préfecture de Bamingui-Bangouora, le bureau de la MINUSCA à Ndele, a procédé, le 25 Aout 2022, à l'inauguration d'un centre de formation. Ce dernier, construit par la Section Désarmement Démobilisation et Réinsertion de la MINUSCA (DDR), dans le cadre du programme de Réduction de la violence communautaire (CVR) a été financé par la MINUSCA à hauteur de 197 millions de F FCA. Il a été mis en œuvre en collaboration avec Unops.

Equipé de machines à coudre, de kits d'électricité, de maçonnerie, menuiserie, ce centre est une opportunité pour les jeunes filles et garçons pour renforcer leurs capacités dans les différentes filières afin de contribuer au relèvement socio-économique de la préfecture de Bamingui-Bangoran. Ce projet a pris en charge, 500 bénéficiaires dans des différentes filières à savoir : l'agriculture, la maçonnerie, la mécanique moto, le tricotage et la couture.

La cérémonie d'inauguration de ce centre a été présidée par le préfet Jean Gilbert GBANGOUDOU, le sultan-maire IBRAHIM Senoussi, le chef du bureau de la MINUSCA, Thomas VAAH, les différentes sections de la Mission à Ndele, les bénéficiaires et la population de Ndele.

Cette cérémonie d'inauguration a été ponctuée de messages de paix importants pour le développement en comptant sur les ressources humaines.

Le chef du bureau de la MINUSCA à Ndele à l'instar d'autres intervenant, a insisté sur la préservation de la paix : « quand il y a la paix, on doit avoir le développement ».

En outre, tous ont condamné le comportement des jeunes qui, face à une situation de crise, détruisent inutilement les infrastructures chèrement construites en faveur de la communauté.

TOUT SAVOIR SUR LA **MINUSCA**

minusca.unmissions.org

MINUSCA



*Scannez et
découvrez*

